

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR NAHNAH MERCREDI PROCHAIN

La revanche de Aboudjerra Soltani

Aboudjerra Soltani, le président du MSP, veut pourfendre ses détracteurs du parti créé par le défunt Nahnah. Pour ce faire, quoi de mieux qu'un colloque international sur le guide spirituel qui a laissé derrière lui, après sa mort il y a six ans, deux clans se disputer son œuvre et sa ligne ?

Ledit colloque se tiendra, selon les responsables du parti que nous avons contactés, «sous le haut patronage du président de la République, mercredi prochain au stade du 20-Août. Le choix de ce lieu est porteur de symbolique, mais aussi pour sa capacité d'accueil optimale de 20 000 personnes». C'est dire la hargne du chef du MSP, qui veut ainsi prendre sa revanche en voyant grand.

Ce colloque tombe à point nommé pour qu'il redore son blason auprès d'une base qui assiste, ébahie, au déchirement des frères ennemis. Samedi dernier, la commission de préparation de cet événement, que Aboudjerra Soltani veut grandiose, a fini de peaufiner les dernières retouches.

Pour les responsables qui ont déjà affiché quelques détails sur le site du parti, ce colloque est décrit comme «le plus important événement dans la vie du parti». Le thème du colloque est aussi évocateur «La citoyenneté et les droits politiques de la femme». Il faut dire que chez le MSP on prépare déjà le terrain au vote du texte qui consacre le quota de 30% s'agissant des postes politiques que la nouvelle Constitution accorde aux femmes et qui donne déjà un avant-goût de la bataille rangée qui animera, prochainement, l'hémicycle de Zighoud-Youcef.

Le FLN est aussi sur cette tranchée puisqu'il courtise la gent féminine pour renflouer ses rangs.

Son université d'été coïncide avec le colloque et porte, à quelques nuances près, sur le même thème. Nous avons aussi appris qu'en sus de la presse nationale, la presse étrangère sera également conviée et des théologiens étrangers vont venir disserter sur le parcours du Cheikh. En fin tacticien et sans faire beaucoup de

remous en évitant des interventions fulminantes dans la presse, Aboudjerra Soltani, pourtant friand d'interviews et d'apparitions publiques, n'a pas fait de grandes déclarations depuis que son parti traverse une zone de turbulence des plus difficiles. Il poursuit tranquillement, soutenu par le Conseil consultatif et ses alliés de l'Alliance présidentielle, sa politique «douce» pour faire passer sa pilule.

Auparavant, il avait fait un travail de fond en investissant le terrain de la base. Il a procédé à l'installation

des conseils consultatifs des élus du MSP dans différentes wilayas du pays et il a également réuni des cadres de l'information pour une efficacité de la communication. Aboudjerra Soltani, qui ne compte pas lâcher du lest, veut, vaille que vaille, signifier à ses détracteurs qu'il est toujours le maître à bord. En retour, les partisans du «Mouvement pour le changement et la prédication», un parti «pur et dur» qui s'inscrit dans la propension de l'ex-parti dissous, à en décrypter le discours qu'il développe, carrément fon-

damentaliste avec pour objectif l'instauration d'un état islamique et l'application de la Chariâ, s'agitent.

Aboudjerra Soltani tient, plus que tout, à rester dans le giron du système et au sein du gouvernement. D'ailleurs, il ne s'est départi de son poste de ministre d'Etat sans portefeuille que sous la pression.

Le colloque serait passé certainement inaperçu ou aurait été considéré comme un événement anodin, sans la guéguerre entre Aboudjerra Soltani et Abdelmadjid Menasra, son principal rival qui, en cla-

quant la porte, à entraîné avec lui plus de 300 militants entre cadres responsables et élus locaux. Parmi les griefs qui lui sont reprochés, sa déviation de la ligne fondatrice de Nahnah. Ce colloque sonne comme une cinglante riposte à ces attaques. Reste à savoir comment le clan de Menasra va réagir.

Va-t-il, lui aussi, organiser un autre colloque ou une autre manifestation pour tenter de récupérer cette fameuse «ligne» qui ressemble plus à un butin de guerre ? Wait and see.

Fatma Haouari

EN SITUATION FINANCIÈRE PRÉCAIRE

Le groupe Sonelgaz en voie de recapitalisation

Le gouvernement étudie la possibilité d'une augmentation du capital du groupe Sonelgaz qui affiche une situation financière des plus précaires, marquée notamment par un endettement en forte hausse.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier, en présence du ministre de l'Energie et des Mines et des médias nationaux, le staff dirigeant du groupe Sonelgaz a présenté les résultats financiers pour l'année 2008.

Des résultats révélateurs d'une situation financière des plus précaires, des comptes relativement équilibrés mais une forte incapacité pour le groupe à autofinancer ses investissements.

Si la holding Sonelgaz, qui compte maintenant 32 filiales, a affiché un chiffre d'affaires de l'ordre de 140,6 milliards de dinars, n'a cependant engrangé que 140 millions de dinars de résultat net.

Et si le groupe a investi pour 205 milliards de dinars, sa capacité d'auto-financement décline (seulement 32 milliards de dinars), son endettement

bancaire et obligataire augmente de 50% (dépassant les 100 milliards de dinars) et ses charges s'accroissent, notamment la couverture des amortissements.

Contrainte par ce déficit et le risque potentiel d'une faillite, la holding Sonelgaz avait demandé la révision des tarifs de l'énergie depuis 2006.

Une demande récurrente, que le gouvernement avait fini par rejeter, l'Etat continuant, néanmoins, de soutenir les consommateurs à hauteur de 20 milliards de dinars. Or, quelle solution alternative pour

Sonelgaz, d'autant que si les prix de vente se sont améliorés, le gel des tarifs représente toutefois un manque de 20 milliards de dinars pour la distribution ? A cette question, Chakib Khelil a répondu que le gouvernement a pris des mesures en vue de soutenir les consommateurs.

Selon le ministre de l'Energie, l'alternative à l'augmentation des tarifs réside dans un apport de capital à Sonelgaz (capitalisée actuellement à 150 milliards de dinars). Une augmentation de capital qui est «à l'étude» au niveau du gouvernement, dira Chakib Khelil.

Mais à condition que les chiffres réalisés par Sonelgaz soient vérifiés au niveau du gouvernement et

de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz. Et cela même si le P-dg de la holding Sonelgaz, Nouredine Boutarfa, avait estimé que la nouvelle structuration du groupe a favorisé davantage de transparence financière et que les comptes de la société sont validés par une quarantaine de commissaires aux comptes.

De quelle ampleur sera cette augmentation de capital ?

Sera-t-il question pour l'Etat de prendre en charge également le passif financier ? Des questions en attente de clarification. Comme le manque de ressources financières, et humaines également, conditionne la capacité de Sonelgaz à se développer

à l'international. A ce propos, Chakib Khelil a estimé que l'interconnexion électrique en cours d'expérimentation avec le Maroc est de bon augure, à la condition que l'Etat manifeste une «volonté politique».

Par ailleurs, le P-dg de Sonelgaz et le manager de l'opérateur système, M. Badache, ont laissé entendre que la période estivale ne verra pas de délestages électriques et sera moins stressante.

A la condition notable, cependant, de pouvoir réduire les déclenchements de groupes mais aussi grâce à la mise en service progressive de nouvelles capacités installées.

C. B.

MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES ET PARTENARIAT

Temmar plaide pour un rôle «déterminant» de l'Etat

Le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Abdelhamid Temmar, a plaidé hier pour l'intervention de l'Etat dans la croissance économique en appuyant l'outil de production national.

Intervenant, hier, à l'ouverture des travaux d'une réunion de coordination et de travail tenue à Alger avec les présidents des directoires des Sociétés de gestion des participations, Abdelhamid Temmar a précisé que la crise économique mondiale a eu pour conséquence une nouvelle conjoncture économique permettant à l'Etat d'intervenir dans la production.

«Le rôle de l'Etat est déterminant dans différents secteurs d'activité pour pousser la croissance économique», a souligné Abdelhamid Temmar. Il s'agit, en fait, de renforcer le rôle «régulateur» de l'Etat dans différents programmes de développement dans des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme, la pêche et, surtout, l'industrie. Celle-ci reste,

souligne le ministre, «le moteur de l'activité économique». Selon le ministre, les SGP demeurent un bon relais de travail pour les ministères de tutelle. «Les SGP ce n'est pas seulement la privatisation, mais vous avez désormais un rôle à jouer dans le sauvetage et la mise à niveau des entreprises de votre portefeuille», a rappelé Abdelhamid Temmar.

Ce dernier a d'ailleurs exprimé la volonté de l'Etat d'aider les entreprises à acquérir du matériel dans le cadre de leur processus de mise à

niveau. Pas seulement, puisque les partenariats sont également concernés par cette nouvelle donne.

Et à tous les niveaux l'Etat, par le biais des ministères concernés, est disposé à apporter sa contribution. Le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements a rappelé, dans ce cadre, que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international «n'ont jamais refusé le rôle de l'Etat en tant que régulateur».

Lotfi M.

GHARDAÏA

Le FFS dénonce l'enlèvement de ses militants

Cinq militants du FFS auraient été enlevés, hier après-midi, «à l'intérieur même de l'enceinte de l'APC de Gharadaïa par des policiers en civil», rapporte un communiqué du secrétariat national parvenu à notre rédaction. Parmi eux, figurent le docteur Kamel-Eddine Fekhar, membre de la direction du parti, et Soufighalem Kacem vice-président de cette APC.

C'est «une véritable opération de chasse aux militants du FFS orchestrée pour tenter d'étouffer par l'intimidation et la menace» que dénonce ce parti.

Synthèse : W. Z.

ANNABA

Le chef de la Sûreté de wilaya relevé de ses fonctions

Kheireddine Benchikh El-Hocine, chef de la Sûreté de la wilaya de Annaba, a été relevé de ses fonctions et mis à la disposition de la Direction des ressources humaines (DRH) de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), nous ont affirmé, hier lundi, des sources sûres.

Selon ces dernières, les raisons ayant motivé cette décision prise par le patron de la Police nationale restent pour le moment inconnues. Mais d'autres sources avancent la mauvaise gestion et diverses affaires non conformes à son poste.

On parle, entre autres, de sa convocation, dernièrement, par le juge du tribunal d'El-Hadjar dans l'affaire du magnat du fer de Annaba, Hacene Fellah, qui est actuellement à la maison d'arrêt de Bouzaâroua, poursuivi pour blanchiment d'argent et évasion fiscale.

A. B.